

de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) qui parraine ce bill à la Chambre. Je dois dire au ministre que les politiques de son gouvernement ont causé plus d'ennuis aux travailleurs canadiens que celles de tout autre gouvernement de notre histoire. D'aucuns diront que j'exagère, mais qu'est-il arrivé? Depuis que le gouvernement est au pouvoir, les Canadiens paient de 15 à 20 p. 100 de plus pour les nécessités de la vie, pas des superfluités, mais pour la nourriture, le logement, les maisons, l'essence, les vêtements, et le reste. Les fournitures médicales et les médicaments coûtent beaucoup plus cher. Le coût de l'assurance-automobile a augmenté, tout comme le prix des matériaux et des fournitures de construction.

Les prix de tous les articles essentiels au citoyen canadien et à sa famille n'ont cessé de grimper très très haut depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement. Le Bureau fédéral de la statistique indique que le prix des aliments et des logements a accusé dix hausses successives depuis dix mois. En un an, les prix ont fait un bond de 4.5 p. 100 ce qui prouve que l'inflation dont sont victimes les consommateurs ne s'est pas ralentie. La montée des prix au Canada depuis trois ans dépasse de beaucoup celle des États-Unis. Je signale que nous ne sommes pas engagés dans une guerre au Vietnam; ni dans une compétition spatiale avec les Soviétiques. Nous ne menons aucune lutte massive contre la pauvreté. En fait, je vois difficilement comment les Canadiens bénéficient des dépenses considérables du gouvernement.

Maintenant, nous en arrivons à l'assurance-chômage. Les Canadiens subissent 4 p. 100 de déduction à la base pour les pensions de vieillesse. Leurs impôts sur le revenu sont énormes. Quant aux cotisations d'assurance-chômage, elles vont augmenter. Le ministre et le gouvernement se rendent-ils compte que chaque fois que les déductions à la base augmentent, il se produit deux choses: d'abord, l'employé qui perd 10 p. 100 de sa paye en retenue à la source demande immédiatement à son employeur un relèvement de salaire pour compenser cette perte. Le gouvernement n'a certes pas oublié le nombre de demandes de majorations de salaire qui ont suivi l'introduction du Régime de pensions du Canada et les déductions faites en janvier 1966. Comme dans une réaction en chaîne, les employés de l'Administration maritime, les débardeurs, les employés des chemins de fer, et combien d'autres, ont réclamé des majorations de salaires.

[M. Crouse.]

Le nouveau ministre d'État (M. Mackasey) a fait certains commentaires et je suis bien aise de le voir à la Chambre. En fait, je pensais qu'il allait défendre le bill. Je lui souhaite un heureux et court mandat dans son nouveau poste.

Le gouvernement, semble-t-il, n'a pas appris que les gens tentent immédiatement de reprendre ce qu'on leur enlève. Sitôt qu'on exige des cotisations proportionnelles, ce qui ne fait que réduire le pouvoir d'achat, les compagnies font payer leurs contributions par le public sous forme de prix accrus. Qui, selon le gouvernement, en fait les frais? C'est l'ouvrier, sans nul doute. La majoration des prix permet à la compagnie de reprendre ses cotisations mais jamais le montant exact. Il y a toujours une petite rallonge. L'ouvrier à qui l'on a déjà fait une nouvelle déduction de salaire, au détriment de son pouvoir d'achat, doit aussi subir une hausse des prix, ce qui réduit encore son pouvoir d'achat. Quelques mois plus tard, le gouvernement hausse les impôts, comme toujours aux dépens du petit peuple, ce qui fait baisser davantage son pouvoir d'achat. La conséquence immédiate est une nouvelle demande de hausse de salaires. Si la demande est accordée, il s'ensuit inévitablement une hausse des prix et c'est encore l'ouvrier qui en fait les frais.

Ni le ministre ni le gouvernement ne comprennent comment nous est venue tant d'inflation. Ce gouvernement, qu'il l'ait voulu ou non, a créé l'inflation d'un bout à l'autre du pays dans chaque sphère d'activité économique. Il s'est installé et a fait disparaître la prospérité au Canada. Aujourd'hui, les Canadiens redoublent d'activité, plus que jamais, mais ils restent au même point. Naturellement, les ministres sont tellement occupés à bien paraître qu'ils n'ont pas le temps de s'inquiéter du sort des gens ordinaires. La phrase de la méchante belle-mère dans *Blanche-Neige*, s'élève de tous les bureaux ministériels ces jours-ci: «Miroir, miroir, accroché au mur, dis-moi qui est la plus belle de toutes?» Nous connaissons bientôt la réponse à cette question.

Entre-temps qu'arrive-t-il au Canada? Le gouvernement n'aide pas les travailleurs du pays en présentant des mesures qui augmentent les prix et diminuent le pouvoir d'achat. Ce que le gouvernement a de mieux à faire à l'heure actuelle, et l'Angleterre l'a démontré, c'est de suspendre les dépenses publiques afin de permettre à l'économie de se ressaisir. Dans toute l'histoire, on n'a jamais vu un gouvernement gonfler ses dépenses de 14 ou